Kennedy, Kroutchev et les missiles de Cuba (Partie 5)

Jean-Yves Haine

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/602>

DOI : 10.4000/conflits.602

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2000

ISBN : 2-7384-9520-6

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Jean-Yves Haine, « Kennedy, Kroutchev et les missiles de Cuba (Partie 5) », *Cultures & Conflits* [En ligne], 36 | hiver 1999 - printemps 2000, mis en ligne le 20 mars 2006, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/602> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.602>

Ce document a été généré automatiquement le 30 mars 2021.

Creative Commons License

Kennedy, Kroutchev et les missiles de Cuba (Partie 5)

Jean-Yves Haine

- 1 Au cœur de la crise : la crédibilité
- 2 « ... I think we'd all be unanimous in saying that really our strength in Berlin, our strength any place in the world, is the credibility of our response under certain conditions. And if we don't respond here in Cuba, we think the credibility is sacrificed ».
- 3 Général Maxwell D. Taylor, 19 octobre 1962¹
- 4 Grâce aux enregistrements des conversations de l'ExComm, à l'importante contribution de l'histoire orale et à la déclassification partielle des documents soviétiques, la reconstitution détaillée désormais possible de cet épisode, nous permet d'apprécier à sa juste valeur la tension, l'anxiété et l'incertitude éprouvées par les acteurs respectifs à Moscou et à Washington. R. McNamara a toujours insisté sur la difficulté éprouvée par les chercheurs à recréer l'atmosphère qui régnait à Washington durant ces 13 jours d'octobre. ² Les conversations de l'ExComm nous apportent incontestablement un éclairage inédit dans ce domaine. A leur lecture, on est tout d'abord frappé par le désordre, l'incohérence mais aussi l'improvisation et la spontanéité qui dominent ces discussions. Les débats sont peu structurés, des sujets sont succinctement abordés, puis rapidement abandonnés, mais longuement repris par la suite. Des détails anodins accaparent les intervenants durant de longues heures, mais des questions plus essentielles demeurent en suspens. A bien des égards, ce forum relève davantage de l'échange d'idées que du lieu de la décision. Le Président Kennedy semble avoir utilisé l'ExComm non pour aboutir à une décision, mais pour y chercher l'agrément, l'assentiment et l'encouragement de ses conseillers les plus proches. ³ Plus significatif, lorsque le Président ne parvient pas à dégager un consensus, comme ce fut le cas pour la proposition d'échange des missiles turcs, il cesse de s'appuyer sur l'ExComm en tant que tel et préfère s'en remettre à un cercle plus restreint, variable selon les enjeux. Bien loin d'être un arbitre ou un conciliateur, Kennedy agit de manière indépendante et autonome. ⁴ Ces transcriptions, qui nous permettent d'évaluer le processus de décision

quasiment en temps réel, montrent clairement que le modèle gouvernemental doit suivre et non précéder une analyse des perceptions et des préférences individuelles.

- 5 Par ailleurs, depuis plus de 35 ans, l'historiographie de la crise a nettement évolué. De nombreux détails, des confidences étonnantes mais parfois erronées, et des coïncidences souvent insolites ont progressivement modifié notre compréhension de cet événement. Chronologiquement, la première des divulgations concernait les conversations entre le frère du Président et l'ambassadeur soviétique à Washington, A. Dobrynin. Les mémoires de R. Kennedy et l'ouvrage d'A. Schlesinger avaient dévoilé l'existence d'un accord tacite sur le retrait des missiles de Turquie. Farouchement démenties à l'époque, ces informations sont aujourd'hui confirmées. La seconde révélation, divulguée par D. Rusk, concernait l'éventualité d'un marchandage public sur la Turquie suggéré au secrétaire général des Nations Unies U Thant par l'intermédiaire d'A. Cordier de l'université de Columbia.⁵ Enfin, avec la déclassification des archives, partielle à Moscou mais complète à Washington, et grâce aux multiples conférences réunissant les décideurs de l'époque, aussi bien civils que militaires, les détails de l'opération Anadyr sont connus dans leur grande majorité. Nous savons désormais que le déploiement des forces soviétiques à Cuba comprenait une large panoplie de moyens militaires et qu'à terme, l'île serait devenue une base fortifiée, y compris pour les sous-marins, qu'une partie des têtes nucléaires étaient bien arrivées à Cuba, même si elles n'étaient pas localisées au même endroit que les fusées, et que les officiers sur place n'avaient pas le pouvoir de mettre à feu ces missiles sans l'ordre explicite de Kroutchev.
- ⁶ Par ailleurs, nous avons aussi appris que les fameuses conversations entre le journaliste américain J. Scali d'ABC et A. Feklisov, responsable du KGB à Washington, plus connu sous le nom de Fomin, n'ont guère influencé le déroulement de la crise. D'un commun accord, les deux hommes avaient suggéré une solution éventuelle basée sur l'engagement américain de ne pas envahir Cuba contre un retrait des missiles. Certes, ces rencontres avaient été encouragées par D. Rusk et R. Hilsman, mais contrairement à ce que pensaient les responsables à la Maison-Blanche, Fomin avait agi de sa propre initiative sans l'aval de ses supérieurs. Ses rapports câblés à Moscou n'ont pas pu influencer la décision de Kroutchev qui avait déjà rédigé sa première lettre au moment de leur réception.⁷ Parallèlement, on avait toujours pensé que la conversation du 27 octobre entre Robert Kennedy et A. Dobrynin où le frère du Président fait savoir à l'ambassadeur soviétique que le temps presse et qu'une intervention armée américaine pourrait être décidée dans les prochaines 12 ou 24 heures, avait joué un rôle crucial dans la décision du secrétaire général. Or, il apparaît qu'en dépit de son urgence, le rapport rédigé par A. Dobrynin après l'entrevue, soit vers onze heures du soir, n'arrive à Moscou que le lendemain en fin de matinée. Cette conversation n'a été donc portée à la connaissance de Kroutchev qu'après sa décision de capituler. Ce dernier en effet ouvre la séance du *Præsidium*, le dimanche 28 octobre à 10 heures 45, par un constat sans ambiguïté : « Pour sauver le monde, nous devons battre en retraite ». Le rapport de Dobrynin n'est transmis à Kroutchev que quelques heures plus tard alors que sa décision est déjà entérinée.⁸ Les liaisons téléphoniques entre Moscou et son ambassade à Washington n'existaient tout simplement pas, et il fallait plus de huit heures pour qu'un câble parvienne d'une capitale à l'autre.⁹ Ces détails qui peuvent paraître anodins revêtent au contraire une importance capitale pour comprendre la décision de Kroutchev. Sur ce dernier point au moins, de nombreuses archives restent encore indisponibles et les réponses demeurent provisoires et spéculatives.¹⁰ Plusieurs indices concomitants poussent Kroutchev à capituler le 26 octobre. Il y a d'abord les rapports

concordants du KGB et du GRU en provenance de Washington qui laissent supposer qu'une action militaire américaine est imminente. Des rumeurs diverses, dont les sources insignifiantes témoignent de la pauvreté des services de renseignements russes¹¹, l'écoute du message non codé plaçant les forces américaines en alerte, et l'interception d'une instruction visant à préparer les hôpitaux américains pour d'éventuels blessés indiquent que Washington se prépare à la guerre. À partir de telles informations, Kroutchev semble avoir rédigé sa première lettre du 26 octobre proposant un retrait des missiles en échange d'un engagement américain de ne pas envahir Cuba. Mais le lendemain, il semble considérer que le risque de guerre a considérablement diminué et estime que l'échange des missiles de Turquie transformerait sa défaite en victoire. Une deuxième lettre, demandant le retrait des missiles américains de Turquie, est alors envoyée à Washington. Enfin, lorsque la réponse américaine choisit d'ignorer cette demande supplémentaire, Kroutchev capitule. Après la destruction d'un avion américain U-2, et alors qu'il s'attendait à un nouveau message télévisé du Président Kennedy¹², Kroutchev prend apparemment conscience que la situation risque de devenir incontrôlable.¹³ Mais les informations sur cette décision restent lacunaires et il est donc probable que la crise de Cuba continuera à faire couler encore beaucoup d'encre. Néanmoins, suffisamment d'éléments nous permettent de reconstituer cette crise telle qu'elle fut vécue par les principaux protagonistes.

- 6 Dans l'état actuel de la recherche, plusieurs points semblent acquis. Tout d'abord, le décalage entre la réalité des forces en présence et leurs perceptions par les décideurs apparaît profond. Ni dans l'origine ni dans la résolution de la crise, les aspects stratégiques n'ont été déterminants. Certes, les facteurs militaires constituent un contexte, mais ils ne déterminent pas les calculs stratégiques. Ensuite, tant chez Kennedy que chez Kroutchev, la crédibilité, la réputation et le prestige semblent avoir largement influencé les décisions. Ces sentiments sont à la source de la crise et lui confèrent toute son intensité. Enfin, la conscience réciproque du danger et la crainte mutuelle d'une perte de contrôle des événements sont les facteurs les plus déterminants dans la résolution de cet épisode. Ils constituent la toile de fond de l'épilogue. Deux points essentiels doivent ici être abordés : d'une part, l'insignifiance de l'équilibre stratégique, de l'autre, l'importance du statut politique. La crise de Cuba illustre parfaitement la dichotomie entre les forces matérielles d'une part et leurs perceptions subjectives par les décideurs de l'autre. Lors de la seconde réunion de l'ExComm, le 16 octobre, le lendemain de la découverte des missiles soviétiques à Cuba, les responsables américains s'interrogent sur les conséquences stratégiques de l'introduction de ces armes nucléaires à Cuba. M. Bundy, conseiller spécial à la Sécurité nationale, demande à R. McNamara, secrétaire à la Défense, quel est l'impact de ces missiles sur l'équilibre stratégique entre les États-Unis et l'Union soviétique. La réponse de McNamara est éloquente : « J'ai posé la question aux militaires et ils disent 'substantiellement', mais mon opinion personnelle est 'aucunement' ». ¹⁴ Le Président Kennedy se range à l'opinion de son secrétaire à la défense et de ce fait, il ne cache pas sa perplexité sur l'action de Kroutchev. ¹⁵ Les responsables américains développent donc un raisonnement rationnel basé sur l'équilibre des forces, mais les appréciations subjectives et contradictoires de cet équilibre stratégique n'offrent aucune inférence cohérente possible. La déduction n'aboutit qu'à renforcer les interrogations sur le geste de Moscou à Cuba. D'autres spéculations sont nécessaires, et celles-ci sont diverses : Berlin, la Turquie, l'OTAN...¹⁶ Chacun développe sa propre conception de l'équilibre, les

militaires y voyant un affaiblissement significatif de la position américaine, les civils estimant au contraire que la géographie n'est guère pertinente et qu'un missile reste un missile, qu'il soit tiré de Moscou ou de La Havane n'y change rien.¹⁷ Les avis des experts qui parviennent les jours suivants à la Maison-Blanche restent contradictoires. Pour Th. Sorensen, assistant particulier du Président pour les affaires de sécurité, l'opinion générale est que ces missiles ne changent pas l'équilibre des forces, par contre, pour R. Garthoff, chargé des affaires soviétiques au State Department, les missiles de Cuba modifiaient de manière importante la donne stratégique.¹⁸ Il n'est pas lieu de trancher ce débat, ce qui est important et révélateur, c'est le désaccord qui existe entre les responsables civils ou militaires. Le balance of power comme critère objectif de la rationalité est plus une chimère qu'une réalité. S'il existe bien un consensus au sein de l'ExComm pour relativiser l'impact stratégique de ces missiles, il en est tout différemment lorsque leurs conséquences politiques sont prises en compte. Le secret et la dissimulation qui entouraient la décision de Kroutchev constituaient une provocation particulièrement flagrante aux yeux de Kennedy, qui s'était engagé publiquement à ne pas tolérer la présence d'armes offensives à Cuba lors de son allocution du mois de septembre. Ces missiles constituaient en outre une intrusion flagrante de Moscou en Amérique latine, chasse gardée de Washington, ils questionnaient l'engagement européen des Américains en fragilisant leur position sur Berlin, et leur maintien représentait une victoire symbolique pour Kroutchev.¹⁹ L'équilibre est politique et psychologique avant d'être militaire et stratégique.²⁰

- 7 Parallèlement à Moscou, c'est bien la perception politique du déséquilibre stratégique qui motive en partie Kroutchev. Il ne s'agit pas tellement de combler un retard quantitatif que d'accéder à une égalité qualitative. Ce que Moscou recherche avant tout, c'est une parité politique, une équivalence de statut. Dans cette compétition où la crédibilité et le prestige sont les outils essentiels, Kroutchev a accumulé les affronts depuis la fin des années 1950 non seulement sur le plan intérieur mais aussi sur le plan diplomatique. Il y eut d'abord les vols des avions espions U-2 qui avaient eu le don de mettre le premier secrétaire général hors de lui. Il ne supportait pas les « violations arrogantes » de la souveraineté russe par les Etats-Unis qui démontraient ainsi leurs refus de traiter l'Union soviétique d'égal à égal.²¹ Pour autant, à l'aube de la présidence Kennedy, Kroutchev reste déterminé à initier une politique de rapprochement et de détente avec les Etats-Unis. Mais plusieurs incidents viennent compromettre la diplomatie de Moscou. Outre le déploiement des missiles de l'OTAN en Turquie sur lequel nous reviendrons, la Baie des Cochons renforce tout d'abord les convictions de Kroutchev sur l'impérialisme des Etats-Unis, la reprise des essais nucléaires américains, annoncée en mai 1961, est ensuite interprétée comme un « coup bas »²², le sommet de Vienne confirme enfin aux yeux de Kroutchev l'arrogance des Etats-Unis.²³ Surtout, la « proclamation » de la supériorité stratégique par Roswell Gilpatric, assistant au secrétaire de la Défense, qui annonça, en octobre 1961, que le « missile gap » dénoncé par Kennedy durant sa campagne électorale était en réalité en faveur des Etats-Unis, est perçue comme une humiliation gratuite d'autant plus amère que Kroutchev a toujours considéré les armes nucléaires comme l'apanage ultime de la puissance. L'arme atomique est, en effet, à ses yeux le signe distinctif et la traduction politique du statut de grande puissance.²⁴ Sa détention avait assuré Moscou d'être d'abord reconnu comme un Grand et permis ensuite de négocier sur un pied d'égalité avec Washington. L'arme nucléaire est donc un outil de propagande et la fascination de Kroutchev pour les fusées et l'aéronautique renforce encore sa détermination à remporter cette bataille

de l'espace. Le prestige est au cœur de la rivalité avec les Etats-Unis. Tous ces épisodes viennent nourrir la frustration du Kremlin, et en particulier de Kroutchev qui développe un véritable complexe d'infériorité et un sentiment de jalousie quasi-infantile vis-à-vis des Etats-Unis. Conscient de son retard économique, Moscou recherchait une égalité de statut, une crédibilité équivalente à celle de Washington. Kroutchev cultivait une obsession gaullienne du prestige et du rang de l'Union soviétique dans le monde. Lorsque la Russie était traitée comme une grande puissance - rien ne faisait plus plaisir à Kroutchev que les honneurs d'un chef d'Etat et Eisenhower le savait²⁵ - la diplomatie de Moscou se faisait conciliante. La détente est en effet vitale pour permettre la réussite des réformes internes que souhaite Kroutchev. Mais dès que les privilèges de son rang étaient ouvertement remis en cause ou publiquement bafoués, l'indignation et la frustration étaient à son comble. La conclusion du secrétaire général était claire : pour être pris au sérieux par les Etats-Unis et pour améliorer les relations avec Washington, il fallait développer les arsenaux nucléaires. Cuba, avec tout ce que représentait la victoire d'un régime socialiste, était une occasion unique et inespérée de prendre une revanche éclatante. On peut s'étonner de la naïveté et de la candeur affichées par le premier secrétaire général. Comment, en effet, le déploiement de missiles nucléaires à Cuba pouvait-il être perçu par Washington comme un signe de détente ? Mais qualifier la décision de Moscou d'irrationnelle ne nous apprend rien sur les intentions de Kroutchev. Que ce dernier se trompe ne fait aucun doute, mais la source de son erreur se trouve dans sa conception singulière de l'arme nucléaire.²⁶ Parce que Washington et Moscou ne parlaient pas le même langage dans ce domaine, parce que leurs conceptions respectives de la diplomatie nucléaire sont radicalement divergentes, le fossé entre les perceptions est particulièrement large : Kroutchev pense à sauver Cuba et à la détente, Kennedy se réfère à Berlin. Mais de la même manière que la défense de Cuba est absente des délibérations de l'ExComm, les pressions sur Berlin sont absentes des motivations de Kroutchev. L'équilibre des forces n'explique donc pas à lui seul la décision de Kroutchev.²⁷ Comme le notent Gr. Allison et Ph. Zelikow, ni le lieu, ni le moment, ni la manière, ni l'ampleur du déploiement ne peuvent être déchiffrés par le seul critère de l'équilibre stratégique.²⁸ Il est nécessaire de prendre en compte la personnalité et le tempérament du secrétaire général.

- 8 De la même manière, la suprématie stratégique américaine n'eut guère d'impact ni sur le déroulement ni sur la résolution de la crise. Le président Kennedy et ses conseillers n'ont, à aucun moment, entrepris un décompte des forces en présence afin de guider leurs actions. La supériorité américaine aurait dû pousser les Etats-Unis à choisir l'option des frappes aériennes sur les cibles cubaines et non le blocus qui est une décision intermédiaire dont l'objectif principal est de se donner du temps. Ce décalage entre la réalité stratégique et sa perception subjective par les décideurs est souvent mis en avant pour justifier l'irrationalité de la décision de Kennedy. Ainsi le général Curtis LeMay, qui à l'époque dirigeait la force aérienne, estimait que la supériorité stratégique américaine aurait dû se traduire logiquement par une invasion de Cuba.²⁹ Pour D. Dillon, la probabilité d'une réplique soviétique, sur Berlin, ou contre les Etats-Unis, était nulle parce que la supériorité américaine était écrasante. Pour P. Nitze, cet avantage stratégique était décisif et le président aurait donc dû agir avec plus de fermeté et laisser les militaires régler le problème à leur manière. D'autres soulignent la faiblesse et l'inexpérience de l'équipe présidentielle, tandis que certains estiment que l'issue de la crise doit davantage à la chance qu'au jugement avisé de Kennedy.³⁰ Se basant sur ce ratio stratégique, ces analyses en déduisent un comportement idoine dont

les déviations sont attribuées à des facteurs non rationnels. L'explication rationnelle se mue alors en prescription normative. Sous cet angle, l'élément humain, la perception et l'appréciation subjective de cette « réalité » objective, s'apparentent davantage à une nuisance provisoire, un aléa obscur, une variable approximative. Mais les partisans de l'explication stratégique négligent l'ambiguïté inhérente des indicateurs de puissance. Les estimations clairement divergentes affichées par les membres de l'ExComm sur l'impact des fusées russes illustrent l'extrême difficulté à évaluer la puissance de son adversaire. La tâche relève plus de la supposition approximative que du calcul rigoureux.³¹ Que ce soit du côté soviétique ou du côté américain, la distribution des moyens de puissance comme source d'explication du comportement apparaît comme une variable ténue et non pertinente. Pour la majorité des membres de l'ExComm, la crise de Cuba illustre au contraire l'insignifiance de la supériorité stratégique américaine.³² A Moscou, si la parité est bien un objectif, elle est d'abord politique et diplomatique. Le signal que représente l'installation des fusées russes à Cuba est bien trop ambigu, trop complexe, trop équivoque pour guider les décideurs américains. Si pour Kennedy ces missiles ne modifient pas l'équilibre stratégique, pourquoi leur découverte engendre-t-elle une crise aussi intense à la Maison-Blanche ? Constatant la primauté des facteurs psychologiques sur les indicateurs objectifs de la puissance n'est en effet qu'un premier élément de la démarche. Dans notre enquête, il nous faut tenter de répondre à deux questions essentielles : pourquoi Kroutchev décide-t-il d'installer des armes nucléaires à Cuba ? Et pourquoi Kennedy exige-t-il leur retrait ? Dans les deux cas, le prestige et le rang sont les réponses les plus convaincantes.

9 La gageure de Kroutchev et le précédent turc

10 La première question appelle une remise en perspective. Les dernières années de l'administration Eisenhower ont, à juste titre, été qualifiées de dégel, ou de détente, avec l'Union soviétique. En 1959, lorsque le premier secrétaire visite les Etats-Unis, les commentateurs sont prompts à souligner le nouvel esprit de Camp David entre les deux Grands. Mais cette lune de miel ne dura pas. On le sait, les frustrations s'accumulent chez Kroutchev, et la rencontre de Vienne est une démonstration éclatante à ses yeux que les Etats-Unis refusent d'accorder à l'URSS le statut de grande puissance. Dans le même temps, le fossé idéologique semble bien trop important pour que la coexistence demeure entièrement pacifique. La Baie des Cochons est venu confirmer aux yeux de Kroutchev la vigueur de l'impérialisme américain. Or la fin de la révolution cubaine risquait de mettre en péril le prestige politique de l'Union soviétique. Ce remarquable outil de propagande devait être préservé à tout prix.³³ Dans le même temps, les derniers développements du régime Castriste semblaient pousser La Havane davantage vers Pékin que vers Moscou. Pour un chef d'Etat aussi soucieux de la réputation de son pays, une telle défection vers la Chine aurait représenté un échec retentissant. Il est acquis aujourd'hui que Kroutchev prit sa décision lors d'un voyage en Bulgarie. Conscient du retard soviétique dans le domaine des missiles à longue portée, Kroutchev semble avoir caressé l'idée d'une livraison d'armes nucléaires à Cuba. Certes, l'Union soviétique n'avait jusqu'alors jamais installé des missiles nucléaires en dehors de son territoire, mais il existait une analogie particulièrement pertinente aux yeux du secrétaire général : les missiles de l'OTAN en Turquie. Au lendemain de la Baie des Cochons, Kroutchev avait dressé clairement le parallèle entre l'agressivité des pays satellites des Etats-Unis qui pointaient des armes nucléaires contre l'Union soviétique et la passivité de la révolution cubaine. A Vienne, il avait demandé en vain le retrait de ces missiles de Turquie. A plusieurs reprises, Kroutchev devait rappeler à ses visiteurs

au bord de la Mer Noire que les missiles de Turquie représentaient une menace inacceptable.³⁴ Le précédent américain a d'autant plus de signification que l'obsession du statut, de l'égalité et du respect était vive chez le premier secrétaire général. Le fondement de la décision se trouve à la fois dans la nécessité de défendre Cuba et dans la volonté d'affirmer le rang de l'Union soviétique. Dans ce raisonnement, le déploiement des missiles de l'OTAN en Turquie prend toute sa signification. Il offre à Kroutchev à la fois la justification, le prétexte et la légitimité au choix nucléaire pour Cuba. La réciprocité permet de conforter une décision qui intrinsèquement comportait bien des risques. Avec le parallèle turc, la décision est normalisée et renforcée.³⁵ Le 16 octobre 1962, Kroutchev exprime son étonnement au nouvel ambassadeur américain à Moscou, à propos de la réaction de Washington à la découverte des missiles. Il n'y a pas de quoi fouetter un chat, explique-t-il en substance, « je n'ai rien fait d'autre que vous ne m'ayez déjà infligé en Turquie et en Iran ». ³⁶ Le déséquilibre stratégique constitue un contexte, mais la défense de Cuba et le sentiment d'infériorité politique poussent Kroutchev à utiliser le précédent turc comme une solution à ses frustrations. L'occasion de se comporter comme les Etats-Unis lui permet de prétendre à l'égalité de statut, de renforcer son prestige, et d'asseoir le leadership soviétique sur son rival chinois. Malheureusement à Washington, Kennedy ne partageait pas exactement la même conception de l'égalité. L'analogie avec la Turquie n'avait pourtant pas échappé à certains responsables de l'administration Kennedy dès 1961. Le sous-secrétaire d'Etat C. Bowles notait qu'il y avait une incohérence à s'émouvoir de la perspective d'armes nucléaires à Cuba alors que Washington avait décidé d'en installer en Turquie. ³⁷ Contrairement à une légende tenace, Kennedy ne découvre pas, lors de la seconde réunion de l'ExComm, l'existence des missiles Jupiter en Turquie, dont l'installation avait été autorisée durant l'administration Eisenhower, pour des raisons plus symboliques que militaires. On sait aujourd'hui que la Maison-Blanche considérait que ces missiles étaient obsolètes mais que, compte tenu des demandes de Kroutchev sur Berlin, leur retrait aurait été perçu comme un aveu de faiblesse. Le Président Kennedy n'avait donc pas demandé l'annulation du projet et leur assemblage s'était donc déroulé comme prévu. Seule une étude, confiée à la Défense, avait été lancée en août sur l'opportunité de leur maintien. ³⁸ Comme l'indiquent les conversations de l'ExComm, l'analogie avec la Turquie est bien présente dès les premières discussions. ³⁹ Pour autant, la majorité des experts, s'ils évoquent l'analogie, la rejettent aussitôt : les deux déploiements ne sont pas comparables parce que les missiles de Turquie et d'Italie visent à redresser l'équilibre en Europe, tandis que ceux de Cuba constituent une violation flagrante du statut quo. ⁴⁰ Le raisonnement inverse est, bien entendu, tenu par Kroutchev. Chacun considère ses armes comme strictement défensives et celles de l'adversaires comme inévitablement offensives. ⁴¹ Le malentendu est vieux comme le monde. Mais Kennedy lui-même ne pourra pas s'empêcher de dresser le parallèle entre les deux situations et d'en accepter in fine toutes les conséquences. L'échange explicite proposé à A. Dobrynin par son frère comme solution à la crise est la démonstration flagrante que l'analogie est bien plus pertinente que ne voulaient l'admettre la majorité des conseillers de l'ExComm. ⁴² Kroutchev a toutes les bonnes raisons du monde pour estimer que l'existence du régime communiste à Cuba est menacée, le précédent turc l'incite à adopter une décision qui est intrinsèquement audacieuse mais qu'il juge légitime et justifiée. La personnalité de Kroutchev demeure le facteur le plus important pour comprendre cette décision. Néophyte en politique étrangère, il exerce cependant un contrôle absolu dans ce domaine dès 1957, écartant A. Gromyko, jugé trop prudent

et trop modéré.⁴³ Jaugeant les hommes avant les dossiers, les affaires diplomatiques devenaient des questions personnelles. Sa rivalité avec les Etats-Unis se résumait à un défi avec Eisenhower ou un duel avec Kennedy. Cette individualisation systématique des rapports de force renforçait ses excès d'humeur, ses exagérations outrancières et ses simplifications grossières. Sûr de lui, absolument persuadé de la supériorité de la révolution soviétique, mais toujours obsédé par le rang et le prestige de l'Union soviétique, il symbolisait la schizophrénie politique de la Russie. En mai 1962, Kroutchev, seul et dans le plus grand secret, décide de lancer son pari nucléaire sur Cuba. Ni le KGB, ni les Affaires étrangères ne sont consultés, seuls les conseils de quelques proches sont sollicités. Convaincu d'avoir trouvé la solution miracle à tous ses problèmes, sa décision était définitive et irrévocable. Obstiné et impulsif, il agissait par instinct et avait le don de s'entêter.⁴⁴ On chercherait en vain des logiques bureaucratiques ou gouvernementales, y compris dans l'exécution de sa décision. Certes, les routines des forces armées russes expliquent l'équipement pour le moins inadapté des soldats soviétiques, y compris la présence de leurs skis sous les tropiques des Caraïbes. Mais les défaillances du plan soviétique proviennent davantage des erreurs de Kroutchev que des errements de l'administration. On avait cru que le ministère de la Défense était responsable des inconséquences dans la livraison des armes. Alors que l'existence des avions U-2 était connue depuis longtemps, les missiles SA-2, ceux-là même qui avaient abattu Gary Powers en 1960, ne font pas partie du transport initial. En fait, Kroutchev ne commence à se soucier d'une éventuelle découverte des missiles qu'en juillet, soit deux mois après qu'il eut pris sa décision. Il n'ordonne l'acheminement de ces armes qu'en septembre. Deux jours plus tard, il estime que des missiles nucléaires tactiques doivent accompagner la présence des missiles balistiques.⁴⁵ Ces incohérences ne sont pas imputables aux erreurs bureaucratiques, elles sont le fait de Kroutchev seul. Son tempérament demeure le facteur déterminant.

NOTES

1. Cité dans Zelikow Philip D. et Ernest R. May, *The Kennedy Tapes, Inside the White House During the Cuban Missile Crisis*, op. cit., p. 177.
2. « I don't think we have quite succeeded in re-creating the atmosphere at the time. The fact is that we weren't going through an unemotional, orderly and comprehensive decisionmaking process. There were tremendous political and military pressures to do something ». Cité par Blight James G. et Welch David, *On the Brink : Americans and Soviets Reexamine the Cuban Missile Crisis*, op. cit., p. 51.
3. Sur ce point, voir Cohn Elizabeth, « President Kennedy's Decision to Impose a Blockade in the Cuban Missiles Crisis : Building Consensus in the ExComm After the Decision », in Nathan James A., *The Cuban Missiles Crisis Revisited*, St Martin's Press, 1992, pp. 219-235.
4. Dans le cas de l'ExComm, la distribution des rôles était claire. Kennedy souhaitait recueillir des avis et des conseils, mais la décision lui revenait in fine. Voir Welch David

A. et James G. Blight, « The Eleventh Hour of the Cuban Missile Crisis : An Introduction to the ExComm Transcripts », *International Security*, winter 1987-1988, vol. 12, n°4, pp. 5-29.

5. Voir Rusk Dean, *As I Saw It*, W.W. Norton & Company, 1990, pp. 240 et suiv.

6. Lors de la conférence de La Havane en janvier 1992, le général Gribkov affirmait que le général Pliyev, commandant les forces russes à Cuba, avait toute autorité pour utiliser les missiles nucléaires tactiques déployés à Cuba. Cette affirmation fut contestée : « What we know about Soviet wartime command procedures from the 1960s suggests that Pliyev should have had that kind of authority once the crisis began. The evidence overwhelmingly suggests that he did not. The operational directive that was actually approved and transmitted to Pliyev in September 1962 expressly prohibited the use of tactical nuclear weapons without autorisation from Moscow. Again on October 27, the Defense Minister Malinovskii stressed that the 'use of nuclear weapons carried by medium-range missiles, tactical cruise missiles, 'Luna' missiles and aircraft is categorically forbidden without permission from Moscow' ». Cité par Kramer Mark, « Tactical Nuclear Weapons, Soviet Command Authority and the Cuban Missile Crisis », *Cold War International History Project Bulletin*, Fall 1993, n°3, pp. 40-46. En fait, les procédures étaient plus strictes que celle de l'OTAN. Sur ce point, Kramer Mark, « Lessons of the Cuban Missile Crisis for Warsaw Pact Nuclear Operations », *Cold War International History Project Bulletin*, winter 1996/1997, n° 8-9, pp. 348-354.

7. « Feklisov's telegram arrived in Moscow well after, nearly a full day Khrushchev had sent his letter of October 26 to Kennedy. Because it was not expected that Feklisov would act as a channel for resolving the crisis, this telegram was not given priority treatment. The KGB materials substantiate claims that for the Kremlin the Scali-Feklisov meetings were a sideshow that played no part in the U.S.-Soviet endgame of October 26-28 ». Fursenko Aleksander et Naftali Timothy, « The Scali-Feklisov Channel in the Cuban Missile Crisis », *Cold War International History Project Bulletin*, spring 1995, n°5, pp. 58-62.

8. Kroutchev ouvre la séance par ces mots : « In order to save the world, we must retreat ». Pour le timing exact, voir Fursenko Aleksander et Timothy Naftali, *One Hell of a Gamble*, Khrushchev, Castro & Kennedy, 1958-1964, op. cit., pp. 283-287. Le câble de Dobrynin part de Washington le soir du 27 octobre, mais en raison du décalage horaire et de la lenteur des communications codées, il n'arrive à Moscou que le lendemain midi. A sa réception, Kroutchev décide d'envoyer sa réponse via les ondes de Radio Moscou. Voir aussi Troyanovski Oleg, « The Caribbean Crisis : A View from the Kremlin », *International Affairs* (Moscou), avril-mai 1992, n°4-5, pp. 147-157.

9. Interrogé par Gr. Allison, A. Dobrynin apporte cette réponse un peu stupéfiante : « We had no custom or precedent for sending phone calls ». Allison Graham et Philip Zelikow, op. cit., p. 376, note 126. Par contre, l'ambassadeur avait bien le numéro de téléphone de Robert Kennedy pour l'appeler à tout moment. Ses mémoires, si elles reproduisent fidèlement la conversation avec R. Kennedy, se méprennent sur l'impact de son rapport sur la décision de Kroutchev. Voir Dobrynin Anatoly, *In Confidence*, *Moscow's Ambassador to America's Six Cold War Presidents*, Times Books, 1995, pp. 86-91.

10. « For the most part, unfortunately, these new documents shed little light on the actual process of decision-making at the highest levels of the Kremlin and minutes or notes of the discussions among Soviet leader during the crisis have still not emerged ». Il n'est pas sûr d'ailleurs que de telles notes existent. Voir Hershberg James G., « New

Evidence on the Cuban Missile Crisis : More Documents from the Russian Archives », Cold War International History Project Bulletin, winter 1996/97, n°8-9, pp. 270-276. Sur les difficultés d'accès aux archives russes et les premiers bilans provisoires sur l'histoire de la guerre froide, voir Haslam Jonathan, « Russian Archival Revelations and Our Understanding of the Cold War », Diplomatic History, spring 1997, vol. 21, n°2, pp. 217-227 et les autres contributions du numéro. Pour un bon témoignage, Bukovsky Vladimir K., Jugement à Moscou : un dissident dans les archives du Kremlin, Laffont, 1995.

11. Il s'agit en fait de bavardages entre journalistes au National Press Club à Washington, dûment rapportés par le barman-espion du Club. Warren Rogers du New York Herald Tribune confiait à ses collègues qu'il avait été choisi pour couvrir l'opération militaire sur Cuba. « It was a mark of the limitations of Soviet intelligence in this crisis that information from Rogers, who was not especially close to any member of the Kennedy administration and who was in fact persona non grata around Mcnamara, would make its way from the alcoholic haze of the National Press Club to the desk of Nikita Sergeyevich Khrushchev ». Fursenko Aleksander et Timothy Naftali, *One Hell of a Gamble*, Khrushchev, Castro & Kennedy, 1958-1964, op. cit., p. 258.

12. En fait, cette allocution n'était qu'une rediffusion du discours du 22 octobre.

13. A ce stade, Castro était convaincu qu'une invasion était imminente. Dans la nuit du 27 octobre, il envoie un câble à Moscou plaidant pour une frappe nucléaire soviétique contre les Etats-Unis si ceux-ci attaquent Cuba. « If the Americans actually carry out the brutal act of invading Cuba... that would be the moment to eliminate such danger forever through an act of legitimate defense, however harsh and terrible the solution would be ». Blight James G. et Welch David, *On the Brink : Americans and Soviets Reexamine the Cuban Missile Crisis*, op. cit., p. 109.

14. Cité in Zelikow Philip D. et Ernest R. May, op. cit., p. 89.

15. « If it doesn't increase very much their strategic strength, why is it, can any Russians expert tell us why they... ? It is a goddamn mystery to me ». J. McCone, qui dirige les services de renseignements, affiche la même incompréhension : « If this is so (that the Soviet missiles do not improve anything), then what possible reason have they got for going into Cuba... He just couldn't understand why the Soviets were so heavily bolstering Cuba's defensive posture ». Cité in Zelikow Philip D. et Ernest May, op. cit., pp. 99, 90 et 107.

16. Il est frappant de constater l'absence de toute référence à la défense de Cuba. « In the October 16 ExComm meeting, the defense of Cuba theme was notably absent among the possible Soviet motivations discussed. At one point, McGeorge Bundy read the September 12 Tass statement noting that 'the military equipment in Cuba was designed exclusively for defense' and remarked : « Now there, it is very hard to reconcile that with what has happened ». Chang Laurence, « The View from Washington and the View from Nowhere : Cuban Missile Crisis Historiography and the Epistemology of Decision Making », in Nathan James A., *The Cuban Missiles Crisis Revisited*, op. cit., p. 138.

17. Pour le secrétaire d'Etat au Trésor, Douglas Dillon : « Before the Soviets put missiles in Cuba, it was doubtful whether they could deliver any warheads from Soviet territory at all. So while the Cuban installations didn't change the overall balance very much, my impression at the time was that they radically altered the numbers of deliverable warheads and in that sense, they significantly increased Soviet capability ». Cité dans Blight James G. et Welch David, *On the Brink : Americans and Soviets Reexamine the*

Cuban Missile Crisis, op. cit., pp. 30-31. Mais l'opinion de Dillon est isolée. L'argument géographique est utilisé par McNamara et Kennedy le 16 octobre.

18. Son rapport arrive à la Maison-Blanche le 27 octobre, après la décision de la quarantaine. Il est reproduit dans Garthoff Raymond L., *Reflections on the Cuban Missile Crisis*, op. cit., pp. 202-203. Voir aussi Garthoff Raymond L., « The Meaning of the Missiles », *The Washington Quarterly*, autumn 1982, vol. 5, n°4, p. 77.

19. Kennedy expliqua en novembre : « It would have politically changed the balance of power. It would have appeared to, and appearances contribute to reality ». Bundy ajoute : « This political effect is not one that can be assessed merely by assessing changes in the thermonuclear balance. Indeed if it is right to conclude that the missiles in Cuba would have this effect, it becomes clear that any change in the balance of power here would have been a change determined more by our own perceptions than by those of Kroutchev ». Bundy MacGeorge, *Danger and Survival*, Vintage Books, 1988, p. 452. C'est moi qui souligne.

20. « What mattered in Washington and in Moscow was not the military balance about which there was little disagreement, but the political meaning of that balance ». Lebow Richard Ned et Janice Gross Stein, *We All Lost the Cold War*, Princeton University Press, 1994, p. 296. Sur l'aspect nucléaire des rapports de force, Trachtenberg Marc, « The Influence of Nuclear Weapons in the Cuban Missile Crisis », *International Security*, summer 1985, vol. 10, n°1, pp. 137-163.

21. « We were more infuriated and disgusted every time a violation occurred. We were sick and tired of being subjected to these indignities. They were making these flights to show up our impotence ». L'ironie est que grâce à ses vols, Eisenhower pouvait contenir la hausse des budgets de défense réclamés par une partie du Congrès et les militaires. Voir Thompson William J., *Khrushchev, a Political Life*, St. Martin's Griffin, 1997, pp. 222-223. Kroutchev évoque l'arrogance des vols U2 dans ses mémoires, in Talbot Strobe, *Khrushchev Remembers, The Last Testament*, op. cit., p. 504.

22. « The U.S. decision to resume nuclear tests hit the Kremlin in the solar plexus. It reinforced Soviet suspicions that Washington was flexing a muscle that it intended to use in the Caribbean ». Cité dans Fursenko Aleksander et Timothy Naftali, *One Hell of a Gamble, Khrushchev, Castro & Kennedy, 1958-1964*, op. cit., pp. 154-155.

23. Kennedy plaçant l'erreur pour la Baie des Cochons, Kroutchev rétorqua : « Miscalculations ! All I ever hear from your people and your news correspondents and your friends in Europe and every place is that damned word. The United States simply wanted the USSR to sit like a schoolboy with his hands on his desk ». Et de menacer une fois de plus de signer un traité de Paix avec la RDA. Sur Vienne, voir par exemple Beschloss Michael R., *The Crisis Years, Kennedy and Khrushchev 1960-1963*, op. cit., p. 211-224.

24. Suez semble avoir joué un rôle déterminant dans l'éducation stratégique de Kroutchev. « To his last days Khrushchev believed that this ultimatum was a gem of his diplomacy, a first triumph over American diplomacy in the Cold War ». Zubok Vladislav et Constantine Pleshakov, *Inside the Kremlin's Cold War, From Stalin to Khrushchev*, op. cit., p. 191. Ce sont les pressions économiques américaines qui ont fait plier les Britanniques et les Français, pas le chantage nucléaire de Moscou. Cet épisode influença durablement sa conception de l'arme nucléaire : « Khrushchev's thinking about foreign affairs had been molded by the Suez-Hungary crisis of 1956 ». Voir Zelikow Philip et May Ernest R., op. cit., p. 670.

25. Kroutchev souligne cette fierté dans ses mémoires : « If the president of the U.S. himself invites the chairman of the Council of Ministers of the USSR, then you know conditions have changed. We'd come a long way from the time when the U.S. wouldn't even grant us diplomatic recognition. We had transformed Russia into a highly developed country. The main factors forcing the President to seek improved relations were our economic might, the might of our armed forces and that of the whole socialist camp ». Talbott Strobe, *Khrushchev Remembers, The Last Testament*, op. cit., p. 423.

26. Clairement, les contradictions dans la décision de Kroutchev sont nombreuses : « Not only was his choice of a missile deployment inconsistent with his objectives, but his objectives were contradictory. Khrushchev was moved by foreign-policy interests to defend Cuba, by strategic considerations to develop a second-strike capability, by domestic circumstances to seek détente and by his emotions to seek revenge. Revenge and détente were contradictory, but Khrushchev convinced himself that all these goals were compatible ». Sur ces contradictions, voir Lebow Richard Ned et Janice Gross Stein, *We All Lost the Cold War*, op. cit., pp. 50-66.

27. Pour des analyses basées sur ce seul critère, Horelick, « The Cuban Missile Crisis : An Analysis of Soviet Calculations and Behavior », *World Politics*, April 1964, vol. 16, n°4, 363-377 et Hilsman Roger, *To Move a Nation : The Politics of Foreign Policy in the Administration of John F. Kennedy*, Doubleday, 1967, pp. 200 et suiv.

28. Allison Graham et Philip Zelikow, op. cit., pp. 90-91.

29. L'argumentation utilisée est révélatrice : « During that very critical time, in my mind there wasn't a chance that we would have gone to war with Russia because we had overwhelming strategic capability and the Russians knew it. The Soviets are rational people. The problem had been the flap at the White House. The thing to do next time was to head these people off ». Cité par Rhodes Richard, « The General and World War III », *The New Yorker*, June 19, 1995, pp. 47-59. Le 19 octobre, LeMay ne cache pas sa frustration au président : « I see no other solution (than air strikes). This blockade and political action, I see leading into war. I don't see any other solution. This is almost as bad as the appeasement at Munich ». Cité par Zelikow Philip D. et Ernest May, op. cit., p. 178. C'est moi qui souligne.

30. Dillon confiait en 1989 : « I didn't understand then, and I don't understand now, why people worried so much about one limited, conventional action leading to nuclear war. The idea is preposterous. The only explanation I can think of is that Ball's and MacNamara's relative inexperience in these matters caused them to draw unwarranted conclusions ». Cité dans Blight James G. et Welch David, *On the Brink : Americans and Soviets Reexamine the Cuban Missile Crisis*, op. cit., p. 169. Nitze affirma tout au long de sa vie que « the decisive factor was our undoubted and unarguable nuclear superiority ». Nitze Paul, *From Hiroshima to Glasnost, At the Center of Decision*, A Memoir, Grove Weindfeld, 1989, pp. 226-227. R. Hilsman attribue le retrait de Kroutchev à la supériorité conventionnelle et nucléaire des Etats-Unis. Hilsman Roger, *The Cuban Missile Crisis, the Struggle over Policy*, Praeger, 1996, p. 149. Le général Taylor regrette le manque de fermeté de l'administration Kennedy. Voir son interview avec R. Neustadt en juin 1983 cité par Lebow Richard Ned et Janice Gross Stein, op. cit., p. 296. Sur le rôle de la chance, Acheson Dean, « Homage to Plain Dumb Luck », reproduit dans Divine Robert A., *The Cuban Missiles Crisis*, Markus Wiener Publishing, 1988, pp. 186-197.

31. Cette difficulté n'avait pas échappé aux réalistes classiques. « It is an ideal task and hence incapable of achievement ». Morgenthau Hans, *Politics Among Nations*, Alfred A.

Knopf, 1973, p. 153. Voir aussi Friedberg Aaron, *The Weary Titan, Britain and the Experience of Relative Decline*, Princeton University Press, 1988 et Wohlforth William Curtis, *The Elusive Balance : Power and Perceptions during the Cold War*, Cornell University Press, 1993.

32. Bundy résume ainsi sa position : « I think the result of the confrontation in 1962 would have been the same with strategic parity as it was with American superiority ». Bundy McGeorge, *Danger and Survival*, Vintage Books, 1988, p. 450. Vingt ans après la crise, les modérés de l'ExComm concluaient : « The Cuban missile crisis illustrates not the significance but the insignificance of nuclear superiority in the face of survivable thermonuclear retaliatory forces ». Voir *Time*, 27 septembre 1982, article signé par Dean Rusk, Robert McNamara, George Ball, Roswell Gilpatric, et McGeorge Bundy.

33. « The fate of Cuba and the maintenance of Soviet prestige in that part of the world preoccupied me... What will happen if we lose Cuba ? I knew it would have been a terrible blow to Marxism-Leninism. It would gravely diminish our stature throughout the world, but especially in Latin America. If Cuba fell, other Latin American countries would reject us ». Talbott Strobe, *Khrushchev Remembers*, op. cit., p. 546.

34. Kroutchev demandait régulièrement à ses visiteurs de regarder à la jumelle en direction de la Mer Noire. Devant leur étonnement, Kroutchev répondait : « Can't you see ? US missiles in Turkey, aimed at my dacha ». Cité par Nash Philip, *The Other Missiles of October ; Eisenhower, Kennedy and the Jupiters, 1957-1963*, University of North Carolina Press, 1997, p. 106.

35. « Khrushchev was always anxious about our prestige, he was afraid the Americans would force us to back down somewhere. He had worked too long with Stalin and well remembered his words, 'When I'm gone, they will strangle you like a kitten'. Khrushchev told me we weren't going to do anything more than the Americans had already done ». Troyanovsky Oleg, *Komsomolskaya Pravda*, rapportée par Reuters, 29 Octobre 1997. Kroutchev rappela le précédent turc dans ses mémoires : « We were not inventing anything new. We were just copying the methods used against us by our adversaries when they encircled us with bases. The Americans would learn just what it feels like to have enemy missiles pointing at you, we'd be doing nothing more than giving them a little of their own medicine ». Zubok Vladislav et Constantine Pleshakov, *Inside the Kremlin's Cold War, From Stalin to Khrushchev*, op. cit., p. 260. Selon Serguei Kroutchev, aujourd'hui professeur à Brown University et incidemment citoyen américain, « The missiles in Cuba were a Soviet « tit » for an American « tat ». Cité par Lebow Richard Ned et Gross Stein Janice, *We All Lost the Cold War*, op. cit., p. 78.

36. « What's all the excitement is about ? Just because I am building a fishing port in Cuba, you want to go to war. After all, I am not doing anything you haven't done to me in Turkey and in Iran ». Cité par Nash Philip, op. cit., p. 116.

37. Dans un mémo du 22 avril 1961 adressé au Président Kennedy, C. Bowles avertissait : « A double standard which allows us to react angrily at the slightest rumor of a Soviet missile base in Cuba , while we introduce thirty missile set ups in Turkey is dangerously self-defeating ». Cité par Bernstein Barton J., « Reconsidering the Missile Crisis : Dealing with the Problems of the American Jupiters in Turkey », in Nathan James A. (Ed.), *The Cuban Missile Crisis Revisited*, op. cit., p. 55.

38. Cette légende doit beaucoup au livre de Robert Kennedy selon lequel le président aurait été choqué et furieux d'apprendre que les Jupiters étaient toujours en Turquie. Effectivement, lors de la seconde réunion de l'ExComm, le 16 octobre, J. F. Kennedy s'interrogeait sur la rationalité de la décision soviétique d'installer des armes

nucléaires à Cuba suggère qu'il n'est pas au courant pour la Turquie : « What is the advantage of that [missiles in Cuba] ? It's just as if we suddenly began to put a major number of IRBMs in Turkey. Now that'd be goddamn dangerous, I would think ». Et Bundy de répondre : « Well, we did, Mr. President ». Cité dans Zelikow Philip D. et Ernest May, op. cit., p. 100. En fait, une étude avait été commandée en août 1962 sur l'opportunité de leur maintien. Sur ce point, voir Bernstein Barton J., « Reconsidering the Missile Crisis : Dealing with the Problems of the American Jupiters in Turkey », in Nathan James A. (Ed.), *The Cuban Missile Crisis Revisited*, op. cit., pp. 63-64.

39. Le 18 octobre, Llewellyn Thompson reprend inconsciemment presque mot pour mot les termes que Kroutchev avait utilisé la veille devant l'ambassadeur américain à Moscou. « I think that what he [Kroutchev] would say is : 'What are you getting so excited about ? The Cubans asked us for some missiles to deal with these emigré bases which are threatening an attack'. And that these are not missiles other than defensives. They are much less offensive than your weapons in Turkey. You've got these armed with nuclear warheads. We haven't given any nuclear weapons to them. These are simple to deal with the threat to Cuba ». Zelikow Philip D. et Ernest May, op. cit., p. 139.

40. Les instructions transmises à P. Salinger, secrétaire à la presse, étaient claires : « There is a very, very basic difference between these two situations. It was the Soviet threat to Western Europe that led to the United States arming the Turks and the Italians with certain nuclear weapons. There is no similarity between arming nations under threat, on the one hand, versus the arming of Cuba on the other, which obviously was not under the threat of nuclear attack or attack from this country ». Cité par Nash Philip, op. cit., p. 123. C'est moi qui souligne.

41. Objectivement, « It is difficult to imagine a man from Mars believing that the SS-4s in Cuba were less legitimate than the Jupiters in Turkey ». Betts Richard, *Nuclear Blackmeal and Nuclear Balance*, Brookings Institutions, 1987, p. 113.

42. Le parallélisme n'avait pas échappé à la presse. Dans son éditorial, W. Lippmann avait suggéré le 23 octobre qu'un échange offrirait une solution raisonnable à la crise. Kroutchev pensait que le journaliste était la voix officielle de la Maison-Blanche. Sur ce point, Beschloss Michael R., *The Crisis Years, Kennedy and Krushchev 1960-1963*, op. cit., p. 529.

43. « Very quickly Khrushchev decided he knew enough of foreign policy and the art of diplomacy to manage it more or less by himself. After 1957 he was no less a master of Soviet foreign policy than Stalin had been, and no less than Stalin did he adopt one-man decision-making. In from, he meticulously preserved the Leninist tradition of collective decision-making in the Party Presidium, but in reality he considered himself his own foreign minister ». Zubok Vladislav et Constantine Pleshakov, *Inside the Kremlin's Cold War, From Stalin to Krushchev*, op. cit., p. 181.

44. « To interpret Soviet decisions is to interpret Khrushchev. He alone decided on policy... he would talk over a question with a fellow member of the Politburo or someone from the bureaucracy, but he did not systematically seek an advice, let alone policy analysis. He acted more from instinct than from calculation. Whether Berlin or the strategic balance or concern about Cuba was uppermost in his mind at the time he ordered the missiles sent to Cuba, he himself could probably not have said. Having made a decision, however, he tended not to entertain second thoughts unless and until he had no choice. In both foreign and domestic affairs, he behaved like a roulette player... Searching for the right adjective with which to characterize him, F. Burlatsky and G. Shakhnazarov, who had been aides to Khrushchev, agreed on the word *azartnyi*,

which means, 'reckless' or 'hotheaded' ». Zelikow Philip et Ernest R. May, op. cit., pp. 668-669.

45. Sur ces décisions et la signification de ces missiles tactiques, voir Fursenko Aleksander et Timothy Naftali, « The Pitsunda Decision : Khrushchev and Nuclear Weapons », Cold War International History Project Bulletin, march 1998, n°10, pp. 223-225 et Garthoff Raymond L., « New Evidence on the Cuban Missile Crisis : Khrushchev, Nuclear Weapons and the Cuban Missile Crisis », Cold War International History Project Bulletin, winter 1998, n°11, pp. 251-254.

INDEX

Index géographique : Caraïbes, Etats-Unis, Russie

Mots-clés : professionnels de la politique, Relations Internationales, Stratégie

Index chronologique : guerre froide